



L'APPORT

de **P. Pierre de Charentenay**, jésuite,
auteur de *Discernement et engagement politique*

La grandeur de la politique de proximité

Alors que la politique souffre d'une certaine défiance, les élections municipales rappellent combien l'action locale demeure un lieu concret de service du bien commun. Jésuite à Marseille, le père Pierre de Charentenay, ancien rédacteur en chef de la revue *Études* et auteur de *Discernement et engagement politique*, propose des repères, issus notamment de la doctrine sociale de l'Église, pour aider les électeurs à exercer un discernement éclairé.

La politique a mauvaise presse, tous les sondages l'affirment. Trop d'ambitions, trop de magouilles, trop d'opacités. Bien sûr, les exemples de tels comportements sont nombreux et la presse en parle volontiers. Mais ce n'est pas le tout de la politique, notamment de la politique locale, dont on traite dans les élections municipales.

La politique de proximité est, au contraire, le plus beau métier qui soit car c'est un métier de service concret de la population. Loin des idéologies et des idées toutes faites, le maire et ses adjoints cherchent les clés du bien commun dans les dédales de la vie concrète municipale, les écoles, la gestion des déchets, la circulation, l'animation des divers quartiers, la promotion de l'économie, le soutien de la vie culturelle et associative. Les objectifs sont relativement clairs. Mais leur réalisation est plus complexe, car elle s'affronte à des intérêts parfois divergents d'une même ville ou d'une même zone rurale.

Lors d'une élection, les candidats présentent leur programme, en détaillant les mesures concrètes qu'ils proposent sur tous les sujets de la vie de la communauté. Il revient aux électeurs de faire leur choix. C'est le point sur lequel nous voudrions insister : quels critères se donner dans cette tâche ? Quels points d'attention pour entrer dans un discernement au moment de voter ?

La doctrine sociale de l'Église

On sait que, depuis 1891, avec l'encyclique *Rerum novarum* de Léon XIII, les papes nous ont proposé des critères de jugement pour analyser les situations politiques et sociales. Ce n'est pas de l'histoire ancienne ni de l'analyse abstraite. Bien au contraire, l'Église a voulu nous donner des outils pratiques pour nous guider dans nos choix politiques actuels.

Ainsi, devant des projets d'un candidat à la mairie, demandons-nous s'ils favorisent le bien commun ou s'ils avantagent seulement un groupe particulier de citoyens ? La solidarité est-elle la clé de la réflexion du candidat, ou peut-on y déceler le développement d'un individualisme fermé sur lui-même ? Sait-il respecter les compétences de chaque échelon de la hiérarchie de la mairie, ou veut-il se mêler de tout pour décider en maître absolu de la vie municipale ? Met-il en œuvre des moyens d'expression des citoyens pour animer un débat démocratique constant ?

Toutes ces questions se concrétisent dans des sujets bien précis. Les plus pauvres de nos quartiers trouvent-ils une réponse à leurs besoins ? Les grands sujets comme l'éducation des jeunes enfants, le trafic de drogue, la pollution des entreprises, la disposition de transports en

commun trouvent-ils une réponse dans ces projets?

La difficulté du choix

On voit que les questions à se poser sont innombrables. Parmi les candidats qui se présentent, nous risquons de ne pas trouver celui ou celle qui donnera la réponse que nous souhaitons à tous ces problèmes. Ce n'est pas une raison pour nous décourager. Bien au contraire. C'est le moment d'approfondir notre réflexion, en évitant d'abord quelques pièges.

Ne nous laissons pas prendre par les solutions simplistes d'une idéologie ou d'une autre, qui dicterait des conduites valables dans toutes circonstances. À l'inverse, il faut du pragmatisme pour adapter les grandes intuitions sociales de l'Église à des situations concrètes. Il n'y a pas de clé universelle et systématique qui réponde à un problème particulier.

De plus, si un candidat nous paraît acceptable sur une thématique, il peut être en contradiction avec nos opinions sur une autre. Nous voilà paralysés. Il faut, quand même, nous décider, car l'abstention n'est jamais une bonne solution. Nous ferons intervenir alors une notion utile, celle du moindre mal. Rien n'est parfait en politique, mais nous pouvons mesurer ce qui est moins mal entre deux propositions et décider selon ce critère ce qui sera le plus important.

Nous avançons dans notre analyse en ajoutant quelques critères de jugement: le facteur temps, par exemple. Certains projets d'aménagement sont parfois peu visibles parce qu'ils demandent beaucoup de temps. Mais ils peuvent être beaucoup plus importants pour l'avenir de la communauté, même si, dans l'immédiat, ils n'apparaissent pas si utiles. Par exemple, dans les questions d'environnement, il faut viser le long terme d'une planète vivable, même si, à court terme, cela coûte cher au budget municipal.

Le sens de la loi

En toile de fond, l'électeur sera particulièrement exigeant sur la manière dont les candidats se situent par rapport à l'application de la loi. Ont-ils la réputation de défendre l'objectivité de la loi? Ou paraissent-ils prêts à la détourner

à leur profit? Les exemples ne manquent pas dans les démocraties illibérales, comme le deviennent les États-Unis notamment, où la loi et les institutions sont utilisées au profit du président.

Notre modernité a fabriqué beaucoup d'instruments, comme la télévision et, maintenant, les réseaux sociaux, qui peuvent être utilisés pour influencer l'opinion, les administrations de l'État, dont la justice, pour favoriser un élu, un courant, derrière lesquels se cache une conception particulière de la politique. La vigilance la plus attentive devient nécessaire dans de telles circonstances, vigilance qui doit s'exercer avant l'élection pour éviter des dérives par la suite.

Faire des propositions

L'électeur n'est pas seulement tenu de mettre son bulletin dans l'urne, il doit aussi exprimer ce qu'il souhaite à l'élu et au candidat. Il n'est pas simplement la chambre d'enregistrement d'un programme tout fait. La démocratie l'invite à manifester les thématiques qui lui tiennent le plus à cœur.

L'avenir de la planète est certainement un de ceux qui rejoindront le plus le sens du bien commun, tellement central dans la tradition de l'Église. Il est souvent oublié au profit de questions plus immédiates qui prennent tout l'espace des préoccupations. Mais c'est bien la grandeur de la politique d'élever le débat au niveau des enjeux les plus fondamentaux, trop souvent oubliés dans la cacophonie du débat politique quotidien.

La politique, même la politique locale, est trop souvent envahie dans des polémiques partisans, des guérillas d'ego, ou des urgences imprévues. L'électeur a cette responsabilité de remettre les campagnes électorales dans le droit chemin d'un débat qui vise à défendre les valeurs fondamentales de la dignité humaine et de la fraternité. Il lui revient de refuser les polémiques oiseuses qui lui font manquer les échéances si essentielles des élections. L'accélération des changements dans le monde, avec des phénomènes aussi imprévisibles que l'intelligence artificielle, avec des mouvements d'opinion si néfastes que le refus de l'étranger, demande que les élections soient prises très au sérieux comme des moyens de retrouver le chemin d'une société où l'humanité retrouvera la paix et la justice. ■

POUR ALLER PLUS LOIN
Pierre de Charentenay,
Discernement et engagement politique,
Éd. Vie chrétienne,
septembre 2020,
94 pages.

